

Accord

entre

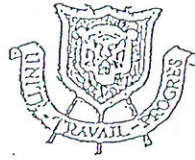
La République du Burundi

Et

Les Emirats Arabes Unis

sur

LA PROMOTION ET LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES
INVESTISSEMENTS



Les Emirats Arabes Unis et La République du Burundi (ci-après: les Parties Contractantes)

Désireuses de promouvoir une plus grande coopération économique entre elles, en ce qui concerne les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante;

reconnaissant que l'accord sur la promotion et la protection réciproque qui seront accordées à de tels investissements stimuleront le mouvement des capitaux et le développement économique des Parties contractantes ;

convenant qu'un cadre d'investissements stable permettra de maximiser l'utilisation efficace des ressources économiques et d'améliorer le niveau de vie ;

comprenant que la promotion d'un tel investissement requiert des efforts de coopération de la part des investisseurs de l'une des Parties Contractantes avec l'autre Partie Contractante ;

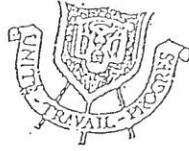
ont convenu sur ce qui suit :

ARTICLE 1er

Définitions

Aux fins du présent Accord: _____

1. Le terme « investisseur » a pour sens par rapport aux deux parties Contractantes :



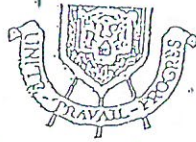
l'exploitation des ressources naturelles en vertu de sa législation et du droit international....

b. Les Emirats Arabes Unis: le territoire des Emirats Arabes Unis, sa mer territoriale, l'espace aérien et sous-marins au-dessus duquel Les Emirats Arabes Unis exerce, conformément au droit international et la loi des droits souverains des Emirats Arabes Unis; y compris la Zone Economique Exclusive, le continent et les îles sous sa juridiction se rapportant à toute activité exercée dans ses eaux, ses fonds marins et son sous-sol dans le cadre de l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles en vertu de sa législation et du droit international....

ARTICLE 2

Promotion et encouragement des investissements

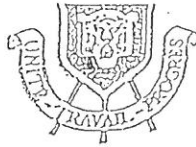
1. Chaque Partie Contractante encourage les investisseurs de l'autre Partie Contractante et crée des conditions favorables pour faire des investissements sur son territoire et reconnaît ces investissements conformément à ses lois et règlements.
2. Afin d'encourager les flux d'investissements mutuels, chaque Partie Contractante s'efforce autant que possible d'informer l'autre Partie Contractante, à la demande de n'importe laquelle des deux Parties Contractantes des possibilités d'investissement dans son territoire.



ARTICLE 3

La protection des investissements

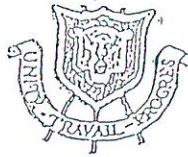
1. Les investissements et revenus des investisseurs de chacune de parties contractantes, conformément à ses lois et règlements sont en tout temps l'objet d'un traitement juste et équitable et jouissent d'une protection et d'une sécurité complète sur le territoire de l'autre Partie contractante.
2. Aucune des Parties contractantes n'a le droit d'entraver, par des mesures arbitraires ou discriminatoires, le développement, la gestion, l'expansion des ventes et si c'est le cas, la liquidation de ces investissements.
3. Conformément à ses lois et règlements, chaque Partie contractante doit, dans la mesure du possible, rendre accessibles au public, ses lois et règlements qui se rapportent aux investissements.
4. Chaque Partie contractante conformément à ses lois et règlements d'assurer aux investisseurs de l'autre Partie contractante le droit d'accès à ses tribunaux judiciaires, ses tribunaux et organismes administratifs ainsi que toute autre autorité judiciaire.
5. Dans le cas d'une liquidation d'un investissement, les revenus de la liquidation obtiendront la même protection et le même traitement.



ARTICLE 4

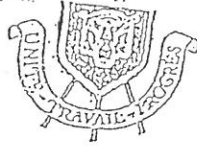
Traitement national et celui de la nation la plus favorisée

1. Chaque Partie contractante accorde sur son territoire aux investissements et aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux revenus de ses propres investisseurs ou aux investissements et aux revenus des investisseurs de tout État tiers, selon ce qui est le plus favorable aux investisseurs concernés.
2. Chaque Partie contractante accorde sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante en ce qui concerne l'acquisition, le développement, la gestion, l'entretien, l'utilisation, l'expansion, la vente ou de la cession de leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, selon ce qui est le plus favorable aux investisseurs concernés.
3. Aucune Partie contractante ne peut, sur son territoire, imposer des mesures obligatoires sur les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante, concernant l'achat de matériel, des moyens de production, l'exploitation, le transport, la commercialisation de ses produits ou commandes similaires ayant des effets déraisonnables ou discriminatoires.



Ce paragraphe ne concerne pas les mesures prises en conformité avec les lois et règlements dans le cadre des marchés publics de biens et services à tous les niveaux du gouvernement de la Partie contractante.

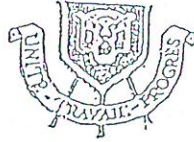
4. Nonobstant tout autre accord bilatéral d'investissement que les parties contractantes ont signé avec d'autres États avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, le traitement de la nation la plus favorisée n'est pas applicable aux questions procédurales ou judiciaires.
5. Les dispositions des paragraphes 1. et 2 du présent article ne doivent pas être interprétées comme obligeant une Partie contractante à accorder aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège qui peut être prolongé par l'ancienne Partie contractante en vertu de:
 - a. Tout syndicat douanier ou économique ou monétaire existant ou futur, la zone de libre-échange ou accords internationaux similaires dont l'une des Parties contractantes est ou peut devenir partie à l'avenir;
 - b. Tout accord ou arrangement international, ayant totalement ou partiellement trait à la fiscalité.



ARTICLE 5

Indemnisation des dommages ou des pertes

1. Lorsque les investissements effectués par les investisseurs d'une Partie contractante subissent des pertes ou des dommages dus à la guerre ou à un autre conflit armé, à des troubles civils, à l'état d'urgence nationale, à la révolution, à une émeute ou à des événements similaires sur le territoire de l'autre Partie contractante, cette dernière doit lui accorder, en terme de restitution, d'indemnisation ou de tout autre règlement, un traitement non moins favorable que celui que cette dernière Partie contractante accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, selon ce qui est le plus favorable aux investisseurs concernés.
2. Sans porter préjudice au paragraphe 1 du présent article, les investisseurs d'une Partie contractante qui, dû à n'importe quel événement cité dans ledit paragraphe, subissent des dommages ou une perte sur le territoire de l'autre Partie contractante résultant de:
 - a. la réquisition de la totalité ou d'une partie de leurs biens par ses forces ou autorités;
 - b. la destruction de la totalité ou d'une partie de leurs biens par les forces ou les autorités qui ne serait pas causée par un combat ou ne serait pas requise par la nécessité de la situation, se verront accorder rapidement, la restitution de leurs biens ou une indemnisation adéquate et efficace pour les dommages ou les pertes subies au cours de la période de réquisition ou suite à la

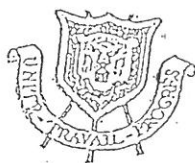


destruction de leurs biens. Les versements correspondants seront effectués en une monnaie librement convertible et seront librement transférables sans délai requis.

ARTICLE 6

L'expropriation

1. Une Partie contractante ne peut, sur son territoire, exproprier ou nationaliser directement ou indirectement l'investissement d'un investisseur de l'autre Partie contractante ou prendre des mesures à l'effet équivalent (ci-après dénommées «expropriation»), sauf si les conditions suivantes se produisent simultanément:
 - a. dans un but qui est dans l'intérêt public,
 - b. sur une base non discriminatoire,
 - c. dans le respect de la loi, et
 - d. accompagné du paiement d'une indemnité prompte, adéquate et effective.
2. L'indemnité est égale à la valeur marchande de l'investissement exproprié immédiatement avant l'expropriation ou dès que celle-ci est connue, si elle est antérieure.
3. Lorsque la juste valeur marchande ne peut être établie, la compensation doit être déterminée de manière équitable en tenant compte de tous les facteurs et circonstances pertinents,

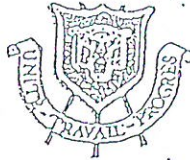


- tels que le capital investi, la nature et la durée de l'investissement, le remplacement, la valeur comptable et d'écart d'acquisition.
4. L'indemnité est versée sans retard, et doit être effectivement réalisable et librement transférable.
 5. L'investisseur d'une Partie contractante affectée par l'expropriation menée par l'autre Partie contractante a droit à l'examen rapide de son cas, y compris l'évaluation de son investissement et le paiement d'une indemnité conformément aux dispositions du présent article, par une autorité judiciaire ou une autre autorité compétente, indépendante de cette dernière Partie contractante:
 6. Lorsqu'une Partie contractante exproprie les avoirs d'une personne morale constituée sur son territoire, conformément à ses lois et règlements et dans laquelle les investisseurs de l'autre Partie contractante participent, elle veillera à ce que les dispositions du présent article soient appliquées de manière à garantir à ces investisseurs une indemnisation adéquate et efficace.

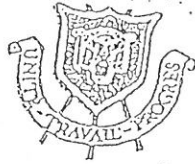
ARTICLE 7

Les transferts

1. Conformément aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de la Partie contractante, chaque Partie contractante doit veiller à ce que tous les paiements relatifs à un investissement sur le territoire d'un investisseur de l'autre Partie contractante puissent être transférés librement et sans délai à l'intérieur et hors de ce territoire. Ces transferts comprennent notamment:



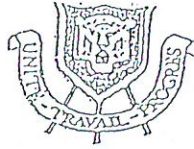
- a. Le capital initial et les montants additionnels pour maintenir ou augmenter un investissement;
 - b. Les rendements;
 - c. Les paiements effectués en vertu d'un contrat, y compris les remboursements en vertu d'un accord de prêt;
 - d. Les recettes de la vente ou de la liquidation de la totalité ou d'une partie d'un investissement;
 - e. Les indemnisations payées en vertu des articles 5 et 6 du présent Accord;
 - f. Les paiements relatifs à l'article 8 du présent Accord;
 - g. Les paiements découlant du règlement d'un litige sur l'investissement;
 - h. Les salaires et autres rémunérations du personnel engagé à l'étranger dans le cadre d'un investissement.
 - i. Les bénéfices et les revenus des compagnies aériennes nationales.
2. Chaque Partie contractante veille à ce que les transferts visés au paragraphe 1 du présent article soient effectués sans retard injustifié et dans une monnaie librement convertible, au taux de change du marché en vigueur à la date du transfert et en vertu des lois et règlements en vigueur dans le territoire de la Partie contractante où les investissements ont été réalisés. En l'absence d'un marché des changes, le taux à utiliser est le taux de change le plus récent pour les conversions de devises en droits de tirage spéciaux.
3. Nonobstant le paragraphe 1 et 2 du présent article, une Partie contractante peut, conformément à ses lois et règlements, de



- a. Le capital initial et les montants additionnels pour maintenir ou augmenter un investissement;
- b. Les rendements;
- c. Les paiements effectués en vertu d'un contrat, y compris les remboursements en vertu d'un accord de prêt;
- d. Les recettes de la vente ou de la liquidation de la totalité ou d'une partie d'un investissement;
- e. Les indemnités payées en vertu des articles 5 et 6 du présent Accord;
- f. Les paiements relatifs à l'article 8 du présent Accord;
- g. Les paiements découlant du règlement d'un litige sur l'investissement;
- h. Les salaires et autres rémunérations du personnel engagé à l'étranger dans le cadre d'un investissement.
- i. Les bénéfices et les revenus des compagnies aériennes nationales.

2. Chaque Partie contractante veille à ce que les transferts visés au paragraphe 1 du présent article soient effectués sans retard injustifié et dans une monnaie librement convertible, au taux de change du marché en vigueur à la date du transfert et en vertu des lois et règlements en vigueur dans le territoire de la Partie contractante où les investissements ont été réalisés. En l'absence d'un marché des changes, le taux à utiliser est le taux de change le plus récent pour les conversions de devises en droits de tirage spéciaux.

3. Nonobstant le paragraphe 1 et 2 du présent article, une Partie contractante peut, conformément à ses lois et règlements, de



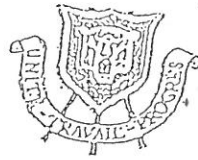
bonne foi et de manière équitable et non discriminatoire, empêcher temporairement les transferts en vue d'appliquer ses lois et règlements relatifs à:

- a. La protection des créanciers en cas de faillite; et
- b. Les infractions pénales.

ARTICLE 8

Subrogation

1. Si une Partie contractante ou son organisme désigné (aux fins du présent article comme: le «garant») effectue un paiement au titre d'indemnité accordée en fonction d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante, cette dernière reconnaît:
 - a. La cession au garant, par la loi ou par acte juridique, de tous les droits et revendications de la partie indemnisée; et
 - b. que le garant est habilité à exercer ces droits et à faire valoir ces revendications par subrogation, dans la même mesure que la partie indemnisée, et assume les obligations liées à l'investissement.
2. Le garant aura droit en toutes circonstances au:
 - a. Même traitement en ce qui concerne les droits, réclamations et obligations acquises par elle, en vertu de la cession; et
 - b. tous les paiements reçus au titre de ces droits et revendications que la partie indemnisée était en droit de

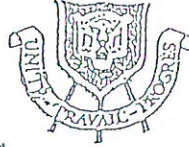


- recevoir, en vertu du présent Accord, en ce qui concerne l'investissement et les revenus y afférents.
3. Les droits ou créances subrogés ne dépassent pas les droits ou réclamations de l'investisseur d'origine.
 4. Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, la subrogation doit avoir lieu en faveur de la Partie contractante seulement après l'approbation de l'autorité compétente de celle-ci.

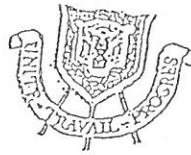
ARTICLE 9

Règlement des différends entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante

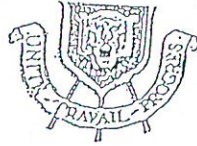
1. Un investisseur qui a un différend avec une Partie contractante devrait d'abord tenter de le régler par voie de négociations.
2. Pour commencer les négociations, l'investisseur doit remettre à la Partie contractante un avis écrit. L'avis doit préciser:
 - a. le nom et l'adresse de l'investisseur contestant;
 - b. les dispositions du présent accord qui aurait été violé;
 - c. la base factuelle et juridique de la demande; et
 - d. la réparation demandée et le montant des dommages-intérêts réclamés.
3. Lorsque ceci est requis par la Partie contractante, si le différend n'a pu être réglé à l'amiable dans les six mois à partir du moment de la réception de la notification écrite, il sera soumis aux



- autorités compétentes de cette Partie contractante ou aux centres d'arbitrage de celle-ci, pour la conciliation.
4. Si le différend n'a pu être réglé à l'amiable dans les six mois à partir du moment de la réception de l'avis écrit ou du début de la conciliation visée au paragraphe 3 du présent article, le différend sera, à la demande de l'investisseur réglé comme suit :
- a. par un tribunal compétent de la Partie contractante sur le territoire où l'investissement est effectué; ou
 - b. par l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI), créé par la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre les Etats et les ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 Mars 1965. En cas d'arbitrage, chaque Partie contractante, par le présent accord consent irrévocablement à l'avance, même en l'absence d'un accord d'arbitrage individuel entre la Partie contractante et l'investisseur, de soumettre un tel différend à ce Centre. Ce consentement implique la renonciation à l'exigence que les recours administratifs ou judiciaires internes soient épuisés; ou
 - c. par arbitrage mené par trois arbitres, conformément aux règles de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), tel que modifié par le dernier amendement accepté par les deux Parties contractantes. En cas d'arbitrage, chaque Partie contractante, par le présent accord consent irrévocablement à l'avance, même en l'absence d'un accord d'arbitrage individuel entre la Partie contractante



- a. Une personne physique qui est la ressortissante d'une Partie Contractante conformément à ses lois et règlements et qui investit sur le territoire de l'autre Partie Contractante;
 - b. Une personne morale incorporée suivant les lois et les règlements de la Partie Contractante et qui est propriétaire, possesseur ou actionnaire d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.
 - c. le gouvernement de la Partie Contractante.
2. Le terme « investissement » désigne tout type d'actif investi par les investisseurs d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément à ses lois et règlements et qui comprend notamment:
- a. Des biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits, tels que les hypothèques, nantissement, usufruits et droits similaires;
 - b. Actions, parts, et autres formes de participations dans les sociétés;
 - c. revenus réinvestis, obligations, créances ou autres droits à prestation ayant une valeur financière relative à un investissement;
 - d. droits de propriété intellectuelle, tels que définis dans les accords multilatéraux conclus sous les auspices de l'Organisation Mondiale de la propriété intellectuelle dans la mesure où les deux parties contractantes en font partie, y compris, les droits d'auteurs et les droits voisins, les droits de propriété industrielle, marques, brevets, dessins industriels et procédés techniques, les certificats d'obtention végétale,



savoir-faire, secrets commerciaux, enseignes et écarts d'acquisition.

- e. le droit d'exercer des activités économiques et commerciales attribuées par la loi, par acte administratif ou en vertu d'un contrat. Cet accord ne couvrira pas les ressources naturelles.

Toute modification de la forme dans laquelle les actifs sont investis ou réinvestis ne modifie pas leur caractéristique d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire aux approbations accordées, le cas échéant, aux actifs investis à l'origine.

3. Le terme «rendements» désigne les revenus provenant d'un investissement et comprend, en particulier, mais non exclusivement, les profits, dividendes, gains en capital, intérêts, redevances et autres frais.
4. L'expression «monnaie librement convertible» désigne toute monnaie qui est largement utilisée dans les transactions internationales et négociée sur les marchés de change principaux.
5. Le terme «territoire» désigne, en ce qui concerne:
 - a. La République du Burundi: le territoire de La République du Burundi, sa mer territoriale, l'espace aérien et sous-marins au-dessus duquel La République du Burundi exerce, conformément au droit international et la loi des droits souverains de La République du Burundi; y compris la Zone Economique Exclusive, le continent et les îles sous sa juridiction se rapportant à toute activité exercée dans ses eaux, ses fonds marins et son sous-sol dans le cadre de l'exploration ou

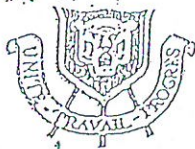


- et l'investisseur, à soumettre tout différend au tribunal mentionné.
5. La sentence, est définitive et obligatoire. Chaque Partie contractante assure la reconnaissance et l'exécution de la sentence arbitrale conformément à ses lois et règlements.
 6. Une Partie contractante qui est partie à un différend ne peut, à aucun stade de la procédure ou de l'exécution d'une sentence de conciliation ou d'arbitrage, soulever l'objection que l'investisseur qui est l'autre partie au différend a reçu une indemnité en vertu d'une assurance à l'égard de la totalité ou d'une partie de ses pertes.
 7. Lorsque l'investisseur et toute entité désignée d'une Partie contractante ou de son gouvernement local ont conclu un accord sur les investissements de l'investisseur, la procédure de règlement des différends qui y sont stipulées sont applicables.

ARTICLE 10

Règlement des différends entre Parties Contractantes

1. Les différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, seront réglés autant de possible par des négociations
2. Si un différend en vertu du paragraphe 1 du présent article ne peut pas être réglé dans un délai de six mois, il est, à la demande



de l'une des Parties contractantes, soumis à un tribunal arbitral de trois membres.

3. Ce tribunal arbitral est constitué ad hoc. Chaque Partie contractante désignera un membre et les deux membres se mettront d'accord sur un ressortissant d'un Etat tiers comme président. Ces membres sont nommés dans les deux mois à compter de la date de laquelle une Partie contractante a informé l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal arbitral, dont le président est nommé dans les deux mois suivants.
4. Si les délais spécifiés dans le paragraphe 3 du présent article ne sont pas respectés, chacune des Parties contractantes peut, en l'absence de tout autre arrangement pertinent, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires. Si ledit président est un ressortissant de l'une des Parties contractantes ou s'il est empêché de remplir cette fonction, le vice-président ou en cas de son incapacité le membre de la Cour internationale de Justice le plus ancien selon les règles de la Cour devrait être invité dans les mêmes conditions à procéder aux nominations nécessaires. Le juge désigné doit être un ressortissant d'un Etat qui a des relations diplomatiques avec les parties contractantes.
5. Le tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure à moins que les Parties contractantes en décident autrement.
6. Le tribunal arbitral prendra sa décision en vertu du présent Accord et conformément aux règles du droit international. Il



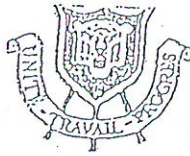
prend ses décisions à la majorité des voix; la décision est définitive et exécutoire.

7. Chaque Partie contractante supportera les frais de son propre membre et de sa représentation juridique dans la procédure d'arbitrage. Les frais du président et les autres frais seront à la charge des deux Parties contractantes à parts égales. Le tribunal peut toutefois, dans sa sentence déterminer une autre répartition des frais.

ARTICLE 11

Application d'autres règles

Sans porter préjudice à l'article 4, si la législation de l'une des Parties contractantes ou les obligations existant entre les Parties contractantes en vertu du droit international en vigueur à l'heure actuelle ou établies ultérieurement entre les Parties contractantes, en plus du présent Accord, contiennent des règles générales ou particulières, donnant droit aux investissements faits par les investisseurs de l'autre Partie contractante à un traitement plus favorable que celui prévu par le présent Accord, ces règles, dans la mesure où elles sont plus favorables à l'investisseur, prévaudront sur le présent Accord.



ARTICLE 12

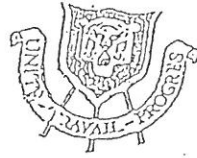
Application de l'Accord

Le présent Accord est applicable aux investissements effectués avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, mais ne sont pas applicables à tout différend d'investissement qui aurait pu naître aucune revendication qui aurait été réglée avant son entrée en vigueur.

ARTICLE 13

Consultations

Les Parties contractantes, à la demande de l'une d'elles, tiendront des consultations sur toute question relative à la mise en œuvre ou l'application du présent Accord. Ces consultations auront lieu sur la proposition de l'une des Parties contractantes en un lieu et un temps sur lequel il sera convenu par voie diplomatique.



ARTICLE 14

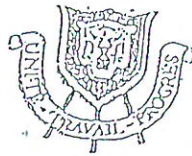
Restriction des avantages

1. Les avantages du présent Accord ne sont pas disponibles pour l'investisseur d'une Partie contractante, si le but principal de l'acquisition de la nationalité de celle-ci était d'obtenir des avantages en vertu du présent Accord qui ne serait pas disponible à l'investisseur autrement.
2. Avant de refuser les avantages du présent Accord, la Partie contractante refusant notifiera l'autre Partie contractante.

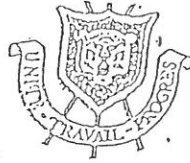
ARTICLE 15

Entrée en vigueur, modifications, durée et résiliation

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de réception de la dernière notification par voie diplomatique par laquelle l'une des Parties contractantes notifie à l'autre Partie que ses exigences juridiques internes pour l'entrée en vigueur du présent accord ont été remplies.



2. Le présent Accord peut être modifié par écrit avec le consentement mutuel des Parties contractantes. Ces modifications entreront en vigueur selon la même procédure que l'Accord.
 3. Le présent accord restera en vigueur pendant une période de dix ans et sera ensuite reconduit par la suite pour des périodes de dix ans, sauf si, un an avant l'expiration de la période initiale ou de toute période ultérieure, l'une des Parties contractantes notifie l'autre Partie de son intention de mettre fin à l'accord. Dans ce cas, la résiliation prendra effet à l'expiration de la période actuelle de dix ans.
 4. Pour les investissements effectués avant la date à laquelle la expiration du présent Accord prendra effet, les dispositions du présent Accord continueront à être en vigueur pendant dix ans à compter de la date où la résiliation du présent accord est entrée en vigueur.
 5. Le présent accord est applicable indépendamment de l'existence de relations diplomatiques ou consulaires entre les Parties contractantes.
- En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés ont signé le présent Accord.

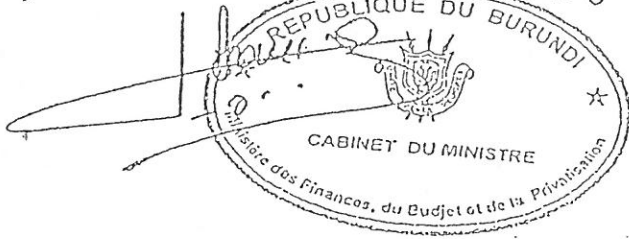


Fait à Abu DHABI le 06/02/2017 en double exemplaire, en langues arabe, française et anglaise ; les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais fera foi.

POUR

La République du Burundi

Dr Jean Pierre NDIRAKOBURUNDI



POUR

Les Emirats Arabes Unis

[Signature]

CONSULAT GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
Dubai - Emirats Arabes Unis.

Réf. NO 204.2.22/063/MAECD/2024

مكتب الخارجية العامة بجمهورية بوروندي
دبي - الإمارات العربية المتحدة

Dubai, le 27/02/2024

A Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la
Coopération au Développement.

à
BUJUMBURA.

Objet: Concerne la transmission du Projet de Convention et un Accord

Excellence Monsieur le Ministre,

Me référant à la correspondance NO.204.13/1508/MAECD/2023 du 11/10/2023 relative à la transmission du projet de convention visant l'élimination de la Double Imposition en matière d'Impôts sur les revenus et son protocole ainsi que l'Accord de Promotion et Protection Réciproques des Investissements entre le Gouvernement des Emirats Arabes Unis et le Gouvernement de la République du Burundi au Ministère des Affaires Etrangères des Emirats Arabes Unis, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'équipe technique du Ministère des Finances des Emirats Arabes Unis m'a remis les convention/Accord sans signature de l'autorité compétente des Emirats Arabes Unis.

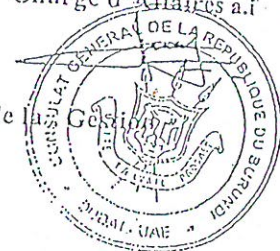
Des raisons suivantes ont été avancées par la même équipe technique du Ministère des Finances des Emirats Arabes Unis :

1. La partie émiratie ne peut pas modifier et faire signer ces conventions encore une fois car celles-ci sont opérationnelles depuis 2017.
2. Selon les Emirats Arabes Unis, il ne s'avère pas nécessaire que les convention/Accord portent les logos des pays signataires comme recommandé par la partie burundaise. En outre, les Convention/Accord classés dans leurs archives ne portent aucun logo.

En effet, Excellence Monsieur le Ministre, vous voudrez bien trouver, en annexe à la présente, une copie signée de la version arabe comme sollicité par la partie burundaise.

Je vous en souhaite très bonne réception et vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Abbas NIYONGABO
Chargé d'Affaires a.i



CPIA. Monsieur le Directeur Général chargé de l'Administration et de la
à BUJUMBURA.

Promotions Protection Régime
des Investissements

କେନ୍ଦ୍ରୀୟ ଶାସନାଳୟ, ଭୁବନେଶ୍ୱର

କେନ୍ଦ୍ରୀୟ ମନ୍ତ୍ରାଳୟ

୦

ମୁଦ୍ରା ବିଭାଗ, ଭୁବନେଶ୍ୱର

ଭୁବନେଶ୍ୱର

إن دولة الإمارات العربية المتحدة وجمهورية بورندي المشار إليهما هنا بـ "الطرفين المتعاقدين"،
ورغبة منهما في تنمية التعاون الاقتصادي بينهما، فيما يتعلق بالاستثمارات التي يقوم بها المستثمرين من طرف متعاقد في إقليم
الطرف المتعاقد الآخر،
اعترافاً منهما بأن اتفاقية التشجيع والحماية المتبادلة التي تسمح لمثل هذه الاستثمارات سوف تساعد على تحفيز تدفق رأس
المال والتنمية الاقتصادية للطرفين المتعاقدين؛
وإتفاقاً منهما أن إطار عمل مستقر للاستثمارات سوف يؤدي إلى الاستخدام الفعال للموارد الاقتصادية وسيحسن مستويات
المعيشية في كلا الطرفين؛
وتفهماً منهما أن تشجيع مثل هذه الاستثمارات يتطلب جهوداً تعاونية مشتركة من قبل المستثمرين من كلا الطرفين المتعاقدين،
فقد اتفقتا على ما يلي:

المادة (1)

تعريفات

لأغراض هذه الاتفاقية:

1. يعني مصطلح مستثمر فيما يتعلق بأي من الطرفين المتعاقدين:
 - أ- شخص طبيعي، والذي يكون من مواطني طرف متعاقد وفقاً لقوانينها وتشريعاتها والذي يقوم
باستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر؛
 - ب- كيان قانوني مثل مؤسس ومنشأ بموجب قوانين وتشريعات ذلك الطرف المتعاقد، والذي يمتلك، يستحوذ أو
شريك في استثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر.
 - ج- حكومة طرف متعاقد.

2. يعني المصطلح "استثمار" كافة أنواع الأصول التي يستثمرها مستثمر من طرف متعاقد في إقليم الطرف المتعاقد الآخر
بالتوافق مع قوانينه وتشريعاته وستضمن بالأخص

- أ- الأموال المنقولة وغير المنقولة وأي حقوق أخرى، مثل الرهون العقارية، التعهدات، حقوق الاستخدام؛
- ب- أسهم، حصص، سندات دين والأشكال الأخرى من المشاركة في شركات؛
- ج- عائدات معاد استثمارها، سندات دين، مطالبات مالية أو أي حقوق أخرى لأداء قانوني له قيمة مالية ذات صلة باستثمار؛
- د- حقوق الملكية الفكرية، كما هي معرفة في الاتفاقيات المتعددة الأطراف المبرمة تحت رعاية المنظمة العالمية للملكية الفكرية، إلى قدر ما يكون كلا الطرفين المتعاقدين طرفا فيها، بما في ذلك حقوق التأليف والنشر والحقوق ذات الصلة، حقوق الملكية الصناعية، والعلامات التجارية، براءات الاختراع، والرسم والناذج الصناعية والعمليات التقنية، وحقوق في أصناف النباتات، والدراية، والأسرار التجارية، والأسماء التجارية ورحسن النية؛
- هـ- الحق في ممارسة أنشطة اقتصادية وتجارية بموجب القانون، بقرار إداري أو بموجب عقد. الموارد الطبيعية غير مشمولة في هذه الاتفاقية؛
- أي تغيير في الأصول المستثمرة أو المعاد استثمارها لن يؤثر في سميتها كاستثمار، بشرط ألا يكون ذلك التغيير مناقض للموافقات الممنوحة، إن وجدت، للأصول المستثمرة أصلا.
3. يعني مصطلح "عائدات" الدخل الناتج من استثمار ويشمل بالأخص وإن ليس مطلقا الأرباح، أرباح الأسهم، الأرباح الرأسمالية، الفوائد، الإتاوات وأي رسوم أخرى.
4. يعني مصطلح عملة قابلة للتحويل بجزيرة "أي عملة مستخدمة على نطاق واسع في المعاملات التجارية الدولية ويتم الاتجار بها في الأسواق المالية الرئيسية.
5. يعني مصطلح "إقليم" بالنسبة إلى:
- أ) جمهورية بوندي: إقليم جمهورية بوندي، بجزرها الإقليمي، والمنطقة تحت البحر التي تمارس عليها جمهورية بوندي وفقا للقانون الدولي وقوانين جمهورية بوندي حقوق سيادية، بما فيه المنطقة الاقتصادية الخالصة والبر الرئيسي والجزر

تحت سيادتها فيما يتعلق بأي نشاط في مياها، قاع البحر والتربة التحتية ذي صلة بالاستكشاف عن أو استغلال الموارد الطبيعية وفقاً لقانونها والقانون الدولي.

ب) دولة الإمارات العربية المتحدة: إقليم دولة الإمارات العربية المتحدة، مياها الإقليمية والمجال الجوي، والمناطق تحت سطح البحر، التي تمارس عليها دولة الإمارات العربية المتحدة حقوقاً سيادية وفقاً للقانون الدولي وقانون دولة الإمارات العربية المتحدة، بما فيه المنطقة الاقتصادية الخالصة والبر الرئيسي والجزر الواقعة تحت ولايتها القضائية فيما يتعلق بأي نشاط على المياه، قاع البحر، باطن الأرض وذي صلة باستكشاف واستغلال الموارد الطبيعية بحكم قانونها والقانون الدولي.

مادة 2

تشجيع وتشجيع الاستثمارات

1. يقوم كل طرف متعاقد بتشجيع وتهيئة الظروف المواتية للمستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر للاستثمار في أراضيه، ويسمح بهذه الاستثمارات وفقاً لقوانينه وتشريعاته.
2. بهدف تشجيع تدفق الاستثمارات المتبادلة، يقوم كل طرف متعاقد بالسعي لأقصى حد ممكن لإبلاغ الطرف المتعاقد الآخر، عند طلب أي من الطرفين المتعاقدين بالفرص الاستثمارية المتاحة في إقليمه.

المادة 3

حماية الاستثمارات

1. تتمتع استثمارات وعوائد المستثمرين من أي من الطرفين المتعاقدين المنشأة وفقاً لقوانينها وتشريعاتها في كل الأوقات معاملة منصفة وعادلة وبتسع بالحماية الكاملة والأمن في إقليم الطرف المتعاقد الآخر.
2. لن يقوم أي من الطرفين المتعاقدين عن طريق اتخاذ تدابير تعسفية أو تمييزية بإعاقة تنمية وإدارة، استخدام، التوسع، البيع أو إذا ما كانت هي الحالة تصفية هذه الاستثمارات.

3. وفقاً لتوانينها وتشريعاتها يقوم كل من الطرفين المتعاقدين بأقصى حد ممكن بنشر قوانينها وتشريعاته ذات الصلة بالاستثمار.

4. يقوم كل طرف متعاقد وفقاً لتوانينه وتشريعاته بالضمان للمستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر حرية الوصول إلى المحاكم القضائية، المحاكم الإدارية والوكالات وجميع السلطات القضائية الأخرى.

5. في حالة تصفية استثمار، فإن عائدات التصفية تمنح نفس الحماية والمعاملة.

مادة 4

المعاملة الوطنية وأحكام الدولة الأولى بالرعاية

1. يتم كل طرف متعاقد في إقليمه بمنح استثمارات وعوائد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل رعاية عن تلك الممنوحة إلى استثمارات وعوائد مستثمريه، أو استثمارات وعوائد مستثمرين من طرف ثالث، أيهما أكثر رعاية للمستثمرين المعنيين.

2. يمنح كل طرف متعاقد في إقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر فيما يتعلق بالاستحواذ، تنمية، إدارة، صيانة، استخدام، توسعة، بيع أو أي تصرف آخر في استثماراتهم، معاملة لا تقل رعاية عن تلك التي تمنحها إلى مستثمريها أو لمستثمرين من طرف ثالث، أيهما أكثر رعاية للمستثمرين المعنيين.

3. لن يتم أي من الطرفين المتعاقدين في إقليمه بفرض اجراءات الزامية على استثمارات المستثمرين من الطرف المتعاقد الاخر، فيما يتعلق بشراء المواد، وسائل الانتاج، التشغيل، النقل، التسويق للمنتجات او اجراءات اخرى لها اثر تمييزي وغير مناسبة. لا تسري هذه الفقرة على الاجراءات التي يتم القيام بها وفقاً للقوانين والتشريعات السارية للمشتريات الحكومية للسلع والخدمات على أي مستوى حكومي في الطرف المتعاقد.

4. بغض النظر عن أي اتفاقية استثمار ثنائية أخرى وقع عليها الطرفين المتعاقدين مع دول أخرى قبل أو بعد فناء هذه الاتفاقية، فإن معاملة الدولة الأولى بالرعاية لن تسري على المسائل الإجرائية والقضائية.

5. لا تفسر أحكام الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة كإلزام لطرف متعاقد لبيح للمستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر

واستثماراتهم منافع أي معاملة، وتفضيل أو امتياز التي يجوز أن تمنح الطرف المتعاقد السابق الناجمة عن:

أ- أي اتحاد جمركي قائم أو مستقبلي، اتحاد تقدي أو اقتصادي، منطقة تجارة حرة، أو أي شكل

آخر من أشكال الاتفاقيات الدولية التي يكون أحد الطرفين المتعاقدين مشاركا فيها أو سيشارك

فيها،

ب- أي اتفاقية دولية أو ترتيب، يتعلق جزئيا أو كليا بالضرائب.

المادة 5

التعويض عن الضرر أو الخسائر

1. عندما تتعرض استثمارات مستثمري أي من الطرفين المتعاقدين للضرر أو الخسائر بسبب الحرب أو نزاع مسلح آخر،

اضطرابات مدنية، حالة طوارئ وطنية، ثورة، شغب أو أحداث مشابهة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر فإنها تمنح من

قبل الطرف المتعاقد الأخير فيما يتعلق بالاسترداد، التعويض أو التعويضات الأخرى، معاملة لا تقل رعاية عن المعاملة التي

يمنحها الطرف المتعاقد الأخير إلى مستثمريه أو لمستثمرين من أي طرف ثالث، أيها أكثر رعاية للمستثمرين المعنيين.

2. دون الإخلال بأحكام الفقرة 1 من هذه المادة، فإن مستثمري طرف متعاقد والذين في أي من الحالات المذكورة في تلك

الفقرة الذين قد يتعرضون لأضرار أو الخسائر في إقليم الطرف المتعاقد الآخر نتيجة ل:

أ- مصادرة ممتلكاتهم أو جزء منها من قبل قواتها أو سلطاتها.

ب- تدمير ممتلكاتهم أو جزء منها من قبل قواتها أو سلطاتها والذي لم يسبب به القتال أو لم يكن

مطلوبا لضرورة الموقف،

يمنحون تعويض فوري، منصف وفعال أو استرداد للخسائر أو الضرر خلال فترة الاستحواذ أو كنتيجة لتدمير ممتلكاتهم.

يجب إن تكون المدفوعات لعملة حرة قابلة للتحويل وتحويل بحرية بدون تأخير.

مادة 6

المصادرة

1. لا يجوز لطرف متعاقد تأمين، مصادرة، أو إخضاع بشكل مباشر أو غير مباشر في إقليه لاستثمارات المستثمر من الطرف المتعاقد الآخر لإجراءات لها أثر معادل للتأمين أو المصادرة (المشار إليها هنا "بالمصادرة") باستثناء ما إذا توفرت الشروط التالية مجتمعة:
 - أ- لنرض المصلحة العامة،
 - ب- نفذت على أساس غير تمييزي،
 - ج- وفقا للإجراءات القانونية،
 - د- دفع التعويض الفوري، المنصف والفعال.
2. التعويضات يجب أن تساوي القيمة السوقية للاستثمارات التي صدرت في ذلك الوقت مباشرة قبل اللحظة التي أعلن فيها عن قرار التأمين أو نزع الملكية أو أصبح معروفا بصورة علنية، أيهما حدث أولا.
3. إذا لم يكن من الممكن تحقيق القيمة السوقية العادلة، يحدد التعويض بطريقة عادلة تأخذ في الاعتبار جميع العوامل والظروف ذات الصلة مثل رأس المال المستثمر، طبيعة ومدة الاستثمار، الاستبدال القيمة الدفترية والشهرة.
4. يدفع التعويض بدون تأخير، ويكون قابلا للتحقيق والتحويل بجمرة.
5. للمستثمر من طرف متعاقد والمضرر من المصادرة التي قام بها الطرف المتعاقد الآخر الحق في المطالبة بمراجعة قضية، بما في ذلك تقييم استثمارات ودفع التعويض وفقا لأحكام هذه المادة، من قبل سلطة قضائية أو سلطة أخرى مختصة أو مستقلة في الطرف المتعاقد الآخر.
6. حيثما يقوم طرف متعاقد بمصادرة أصول كيان قانوني قد نشأ في إقليمه وفقا لقوانينه وتشريعاته والتي يشارك فيها مستثمر من الطرف المتعاقد الآخر، فإن يجب التأكد من أن تطبيق أحكام هذه المادة بطريقة تضمن التعويض العادل والفعال لمثل هؤلاء المستثمرين.

المادة 7

التحويلات

1- وفقا للقوانين والسمرسات السارية في إقليم الطرف المتعاقد يقوم كل من الطرفين المتعاقدين بالتأكيد على حرية تحويل كل المدفوعات ذات الصلة باستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الأخر في إقليمه بحرية وبدون تأخير من داخل وخارج إقليمها، وتشمل التحويلات على وجه الخصوص:

- أ- رأس المال الأولي والمبالغ الإضافية للحفاظ على أو زيادة الاستثمار،
- ب- العائدات.
- ج- المدفوعات بموجب عقد، بما فيه المدفوعات بموجب اتفاقية قرض.
- د- العائدات من بيع أو تصفية كل أو أي جزء من الاستثمار.
- هـ- مبالغ التعويض بموجب المادتين 5 و6 من هذه الاتفاقية.
- و- المدفوعات بموجب المادة 8 من هذه الاتفاقية.
- ز- المبالغ الناتجة عن تسوية نزاع استثمري.
- ح- الدخل والمكافآت الأخرى للعاين من الخارج فيما يتعلق بالاستثمارات.
- ط- ارباح وعائدات شركات الطيران الوطنية.

2- عل كل طرف متعاقد ضمان إجراء التحويلات بموجب الفقرة 1 من هذه المادة بدون أي تأخير غير منطقي وبعملة حرة قابلة للتحويل، وفقا لسعر سوق الصرف السائد في تاريخ التحويل، وفقا للقوانين والأنظمة السارية في إقليم الطرف المتعاقد الذي يتم الاستثمار على إقليمه. في غياب سوق عملات اجنبية، فان النسبة المستخدمة تكون أحدث نسبة صرف لتحويل العملات الى حقوق سحب خاصة.

3- بالرغم من أحكام الفقرتين 1 و2 من هذه المادة، يجوز لطرف متعاقد مؤقتاً منع التحويل عن طريق التطبيق المناسب،

غير التمييزي وحسن النية لقوانينه ذات الصلة بـ:

حماية حقوق الدائنين في إجراءات الإفلاس،
جرائم جنائية.

مادة 8

الحلول محل الضامن

1. في حالة قيام أي من الطرفين المتعاقدين أو وكالته المفوضة (تفرض هذه المادة: "الضامن") بالدفع بموجب تعويض ممنوح فيما يتعلق باستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الأخرى، يعترف الطرف المتعاقد المذكور أخرا ب:
 - أ- إحالة جميع حقوق ومطالبات الطرف المعوض إلى الضامن؛ و
 - ب- أنه يحق للضامن ممارسة هذه الحقوق وإنفاذ هذه المطالبات بموجب الإحلال، بنفس قدر الطرف المعوض، وتحمل الالتزامات المتعلقة بالاستثمار.
2. ويحق للضامن في كل الحالات:
 - أ- نفس المعاملة فيما يتعلق بالحقوق، المطالبات والالتزامات الناتجة عنها، بسبب الإحالة، و
 - ب- تلقي أي مدفوعات عملا بتلك الحقوق والمطالبات،مثلما كان يحق للطرف المعوض الحصول عليها بموجب هذه الاتفاقية، فيما يتعلق بالاستثمار المعني وعوائده ذات الصلة.
3. الحقوق الحالية أو المطالبات لن تتجاوز الحقوق الأصابية أو مطالبات المستثمر.
4. بالرغم من أحكام الفقرة 1 من هذه المادة، فإن الإحلال في إقليم الطرف المتعاقد يكون بعد موافقة السلطة المختصة لذلك الطرف المتعاقد.

المادة 9

تسوية النزاعات بين طرفي متعاقد ومستثمر من الطرفين المتعاقدين الأخر

1. على المستثمر الذي لديه خلاف مع طرف متعاقد السعي أولا لمحاولة تسوية النزاع وديا عن طريق التفاوض.

2. تبدأ المفاوضات على المستمر أن يقدم إلى السلطة المختصة في الطرف المتعاقد المعني بإخطاراً مكتوباً. على أن يوضح

التالي:

أ- اسم وعنوان المستمر طرف النزاع،

ب- أحكام هذه الاتفاقية المزعوم انتهاكها،

ج- الأسس الواقعية والقانونية للدعوى،

د- الحل المطلوب ومبلغ الأضرار المطالب به.

3. عندما يستدعى ذلك من قبل طرف متعاقد، إذا لم يكن من الممكن تسوية النزاع ودياً خلال ست أشهر من تاريخ تلقي

الاخطار الكتابي، فإن النزاع يقدم إلى السلطة المختصة لذلك الطرف المتعاقد أو مراكز التحكيم فيه، للمصالحة.

4. إذا لم يتم تسوية النزاع ودياً خلال 6 أشهر من تاريخ استلام الاخطار الكتابي أو من بدأ اجراءات الوساطة المشار إليها

في الفقرة 3 من هذه المادة، فإن النزاع بناءً على طلب المستمر يسوى كما يلي:

أ- محكمة مختصة في الطرف المتعاقد التي تقوم على إقليبيها الاستشارة،

ب- عن طريق التحكيم من قبل المركز الدولي لتسوية النزاعات الاستشارية، المنشأ بموجب

اتفاقية تسوية النزاعات الاستشارية بين الدول ومواطني الدول الأخرى، التي فتح باب

التوقيع عليها في واشنطن بتاريخ 18 مارس 1965. في حالة التحكيم، يوافق كل

طرف متعاقد، بموجب هذه الاتفاقية مرافقة مسبقة لا رجعة فيها، حتى في غياب

اتفاقية تحكيم فردية بين الطرفين المتعاقد والمستمر، أن يقدم أي نزاع مماثل إلى هذا

المركز. وتعني هذه الموافقة التخلي عن شرط استفاد سبل الانصاف الإدارية أو

القضائية الداخلية؛ أو

ج- التحكيم من قبل ثلاث محكمين وفق قواعد تحكيم لجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري

الدولي (UNCITRAL)، بصيغته المعدلة الأخيرة المقبولة من كلا الطرفين

المتعاقدين. في حالة التحكيم، يوافق كل طرف متعاقد، بموجب هذه الاتفاقية مرافقة

مسبقة لا رجعة فيها، حتى في غياب اتفاقية تحكيم فردية بين الطرفين المتعاقدين والمستثمر، أن يقدم أي نزاع مماثل الى هذه المحكمة المذكورة.

5. القرار سيكون نهائيا وملزما على طرفي النزاع وعلى كل طرف متعاقد ضمان الاعتراف وتنفيذ قرار التحكيم وفقا لقوانينه وتشريعاته.

6. لا يجوز للطرف المتعاقد في النزاع، في أي مرحلة من مراحل التوفيق أو التحكيم أو إجراءات إنفاذ قرار التحكيم في النزاع الذي يكون طرفا فيه الاعتراض على قيام المستثمر الطرف الثاني في النزاع بتلقي تعويض بموجب تأمين فيما يتعلق بكل أو جزء من خسائره.

7. عند قيام المستثمر وأي كيان معين في طرف متعاقد أو حكومته المحلية بإبرام اتفاقية بشأن استثمارات المستثمر، تطبق إجراءات تسوية النزاع المنصوص عليها في تلك الاتفاقية.

مادة 10

تسوية النزاعات الاستثمارية بين الطرفين المتعاقدين

1. المنازعات بين الطرفين المتعاقدين التي تنشأ بشأن تفسير وتطبيق هذه الاتفاقية يتعين حلها وبأقصى حد ممكن من خلال المفاوضات.
2. إذا كان النزاع بموجب الفقرة 1 من هذه المادة، لا يمكن تسويته خلال ستة (6) أشهر، فإنه بناء على طلب أي من الطرفين المتعاقدين يعرض النزاع على محكمة تحكيم من ثلاث أعضاء.
3. تنشأ محكمة التحكيم هذه تخصصية، يعين كل طرف متعاقد عضوا واحدا. ثم على هؤلاء العضوين أن يختاروا مواطنا من دولة تالته كرئيسهم، يعين هذان العضوان في غضون شهرين من التاريخ الذي قام فيه الطرف المتعاقد بإخطار الطرف المتعاقد الآخر بنيتة عرض النزاع على محكمة تحكيم، ويعين الرئيس في غضون شهرين آخرين.

المادة 12

تطبيق الاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على الاستثمارات التي تمت قبل أو بعد نفاذ هذه الاتفاقية، ولكن لن تسري على أي نزاع استثماري قد يكون نشأ ولا أي مطالبة تمت تسويتها قبل دخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ.

المادة 13

المشاور

يقوم الطرفان المتعاقدان بناء على طلب أي منهما، بتعد مشاورات بشأن أي مسألة تتعلق بتنفيذ أو تطبيق هذه الاتفاقية، بما فيه عن تسوية النزاعات الاستثمارية. تعد هذه المشاورات بناء على اقتراح أحد الطرفين المتعاقدين في مكان ووقت يتفق عليه عبر القنوات الدبلوماسية.

المادة 14

تقييم المنافع

- 1- لن تاح مزايا هذه الاتفاقية إلى مستثمر من طرف متعاقد إذا كان الغرض الرئيسي من اكتساب جنسية ذلك الطرف المتعاقد هو الحصول على مزايا بموجب هذه الاتفاقية والتي لن تتوفر له بخلاف ذلك،
- 2- قبل الحرمان من منافع هذه الاتفاقية، على الطرف المتعاقد القائم بالحرمان إبلاغ الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 15

النفاذ، التعديلات المدة والإنهاء

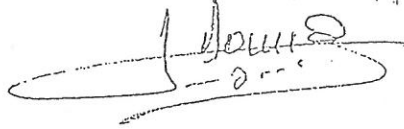
1. تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ من تاريخ استلام آخر اخطار عبر القنوات الدبلوماسية من قبل أي من الطرفين المتعاقدين لإعلام الطرف المتعاقد الآخر بأكمل المتطلبات القانونية الداخلية اللازمة لنفاذ هذه الاتفاقية.

2. يجوز تعديل هذه الاتفاقية كتابة بالاتفاق المتبادل من كلا الطرفين المتعاقدين؛ وتدخّل التعديلات حيز النفاذ بنفس إجراءات نفاذ الاتفاقية.
3. تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول لمدة عشرة (10) سنوات، وتمدد بعد ذلك لفترات عشر سنين تالية إلا إذا، قبل سنة من انتهاء الفترة الأولية أو أي فترات لاحقة، قام أي من الطرفين المتعاقدين بإخطار الطرف المتعاقد الآخر بنيت إنهاء هذه الاتفاقية. في هذه الحالة يسري الانهاء بانتهاء فترة العشر سنوات الحالية.
4. فيما يتعلق بالاستثمارات التي تم القيام بها قبل تاريخ انتهاء هذه الاتفاقية، فإن احكام هذه الاتفاقية تظل سارية لفترة عشر سنوات من تاريخ نفاذ انهاء هذه الاتفاقية.
5. تسري هذه الاتفاقية بنص النظر عن وجود علاقات دبلوماسية أو قنصلية بين الطرفين المتعاقدين. واثباتا لذلك، قام الموقعون أدناه، المفوضون حسب الأصول بالتوقيع على هذه الاتفاقية. حررت من مدينتي الرجولي بتاريخ 17/5/7م باللغات العربية، الفرنسية والانجليزية، ويكون لكل النصوص حجية متساوية. وفي حالة الاختلاف في التفسير يسود النص الإنجليزي.

عن حكومة

جمهورية بورندي

Juvénatse Ndayishimiye



عن حكومة

دولة الإمارات العربية المتحدة





REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

INSTRUMENT DE RATIFICATION PAR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI DE
L'ACCORD SUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION RECIPROQUE DES
INVESTISSEMENTS ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU
BURUNDI ET LE GOUVERNEMENT DES EMIRATS ARABES UNIS

Nous, Evariste NDAYISHIMIYE ;

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Ayant vu et examiné l'Accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis.

L'avons approuvé et approuvons en toutes et chacune de ces dispositions conformément à la législation en vigueur au Burundi ;

Déclarons qu'il est accepté, ratifié et confirmé ;

Promettons qu'il sera intégralement et inviolablement observé ;

EN FOI DE QUOI, Nous avons donné le présent Instrument de Ratification revêtu du Sceau de la République.

Fait à Gitega, le / /2025

Evariste NDAYISHIMIYE,

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,
LE MINISTRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE
LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE

Arthémon KATIHABWA.

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

LOI N°1/ DU / /2025 PORTANT RATIFICATION PAR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI DE L'ACCORD SUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION RECIPROQUE DES INVESTISSEMENTS ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ET LE GOUVERNEMENT DES EMIRATS ARABES UNIS

Le Président de la République,

Vu la constitution de la République du Burundi,

Vu la Loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la Loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus ;

Vu la Loi n°1/19 du 17 juin 2021 portant modification de la Loi n°1/23 du 24 septembre 2009 déterminant les avantages fiscaux prévus par la Loi n°1/24 du 10 septembre 2008 portant Code des investissements ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :

Article 1 : L'Accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements signé en date du 06 février 2017 est ratifié.

Article 2 : La présente loi entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le / /2025

Evariste NDAYISHIMIYE,

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE

LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE

Arthémon KATI HABWA.